

La majorité vote le budget en déséquilibre pour alerter l'État

Hier lors du conseil municipal, les élus ont validé un trou de 400 000€ dans les comptes de la Ville et espèrent une aide de l'État. Le groupe LR-UDI a choisi de quitter la salle!

Pourtant, il s'est donné du mal. Il a démontré, argumenté, brandi des courbes et des tableaux de statistiques détaillés. En bon professeur, le maire PS Marc Vuillemot a retroussé ses manches, pédagogue hier matin devant le conseil municipal, au moment de présenter le budget de la commune. Il lui fallait expliquer deux paramètres essentiels à ses yeux.

D'abord, la situation financière de la Ville est inquiétante. Ensuite, si coupable il y a, ce n'est ni lui ni son équipe - «*qu'on ne nous dise pas qu'on n'a pas accompli d'efforts...*», pas plus que son prédécesseur d'ailleurs, qu'il n'a guère égratigné. Non, il s'agirait bien de l'État, son «*désengagement progressif*» et ses «*surprises*» de dernière minute. L'État qui a contribué «*inexplicablement*» à baisser les recettes de la fiscalité locale et qui a «*encore*» diminué ses aides.

La Chambre des comptes sera saisie

Résultat: un trou d'1 million d'euros dans les caisses par rapport aux prévisions budgétaires du mois dernier. Et une décision grave qui s'est imposée dans l'esprit du maire: celle de faire voter un budget déséquilibré «*volontairement*», pour ne pas avoir à actionner plus encore des leviers (impôts, services municipaux...) déjà suffisamment sollicités à son



Le maire espère notamment que l'État réussira à contraindre les banques de renégocier la dette colossale de la ville. (Photo Patrick Blanchard)

sens. «*C'est une porte ouverte pour rappeler à l'État son devoir de faire fonctionner partout la République*», a expliqué l' élu. Lequel est en attente, désormais, d'un plan d'aide majeur pour la deuxième ville du Var. Restait donc à se montrer convainquant, ainsi qu'il assure y être parvenu au cabinet du ministre des Finances la semaine passée. À voir les réactions de l'opposition municipale, cela n'a pas fran-

chement été le cas (voir ci-dessous). Marc Vuillemot a essayé des attaques virulentes sur sa gestion, et notamment les dépenses de personnels toujours en hausse, puis a vu les cinq membres présents du groupe LR-UDI quitter l'assemblée pour ne pas prendre part à cette «*masquerade*». Avant cela, Sandie Marchesini (LR) avait demandé la démission de l'édile, quand Sandra Torres (LR) en appelait carrément à

une mise sous tutelle de la collectivité!

À côté, le Front national, Debout La France et l'électron libre Damien Guttierrez sont restés presque abasourdis de voir la droite républicaine refuser de participer au vote. Ce même groupe d'élus qui avait pourtant approuvé, le 1^{er} avril, une motion du maire imputant à l'État sa part de responsabilité dans la situation financière de la collectivité et lui

Ce qui va baisser

Si le budget présenté hier devra encore évoluer pour atteindre l'équilibre, avec les recommandations de la Chambre régionale des comptes (CRC) et peut-être l'aide de l'État, il dégage néanmoins déjà quelques tendances... à la baisse. «*Le budget tel que nous devions le présenter le 8 avril dernier intégrait des économies importantes. Depuis, nous avons eu une mauvaise surprise supplémentaire d'1 million d'euros...*», a déploré le maire, avant de présenter de «*terribles coupes sombres*». À savoir, notamment:

- Le montant des subventions allouées aux associations. Il est prévu une diminution globale, par rapport à 2015, de 16 % des sommes distribuées. «*Nous voulons mettre en place une solidarité interassociative où les structures avec suffisamment de trésorerie pourront aider, cette année, celles qui manquent de fond de roulement*».
- Les dépenses de communication (-37,5 %), sur l'événementiel (-50 %) ou la culture (-11,5 %) sont en chute libre.
- Si les frais de personnels pourraient être en légère hausse (+0,48 %), le maire a toutefois tenu à préciser qu'il ne remplacerait que 10 fonctionnaires sur 27 partant à la retraite.
- Quant aux impôts (taxes d'habitation, sur le foncier bâti et non bâti), les taux ne bougent pas mais ne devraient pas non plus augmenter à l'avenir. «*Les magistrats de la CRC sont des gens intelligents. Ils savent que la situation ne permet plus d'activer ce levier-là*», croit savoir l'édile.

demandant de l'aide. Ce coup de théâtre n'a toutefois pas changé l'issue du vote. Le budget, déséquilibré de 443 000 euros, a été adopté par 33 voix contre 7, chaque groupe de la majorité de gauche apportant son soutien au premier magistrat. Deux élus LR-UDI ont finalement réintégré leur siège, pour une fin de conseil où le ton est monté à des hauteurs inédites en séance. Ainsi, le maire a fait vibrer

les murs quand il a accusé Sandra Torres de vouloir «*mettre de l'huile sur le feu en multipliant les contre-vérités*».

Pour faire revenir un peu de sérénité dans l'assemblée, charge aux services de l'État et, une fois saisie, à la Chambre régionale des comptes, de trouver des solutions pour équilibrer une situation financière désormais intenable. **M.A.D.**

mdalaine@nicematin.fr

Le chiffre

+ 0,22 %

C'est la hausse du taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) votée pour 2016. «*Une progression disproportionnée qui rapporte le double des dépenses qu'elle doit normalement couvrir*», d'après Sandie Marchesini. L'élue d'opposition (LR) assure ainsi envisager, avec son groupe, un référé-suspension devant le tribunal administratif pour s'opposer à cette augmentation d'impôts «*injustifiée*».

À droite, des réactions parfois virulentes

Nathalie Bicaïs, Les Républicains: «*Nous ne cautionnons pas ce budget déséquilibré mais nous ne sommes pas favorables à une mise sous tutelle. À cause de cette situation, la Chambre régionale des comptes (CRC) risque de demander des mesures drastiques comme l'augmentation des impôts. Il faut arriver à une gestion plus rigoureuse des dépenses de fonctionnement. Arrêtons de renouveler les départs à la retraite! Non, ce n'est pas de la responsabilité de l'État si la commune est dans une telle situation.*»

Virginie Sanchez, Front National: «*Je note que l'opposition qui quitte la salle, c'est un peu "courage, fuyons"... Mais c'est impensable de présenter un budget déséquilibré. (...) Nous voterons contre et souhaitons ardemment que la CRC se penche sur le destin de notre commune. Je propose en outre que les conseillers municipaux renoncent à leurs indemnités d'élus pour être solidaires avec la population.*»

Sandra Torres, LR: «*Le vote d'un budget en déséquilibre est un cas très rare et d'une*

énorme gravité. Devant votre incapacité à gérer les finances communales, je demande la mise sous tutelle de la ville. Au bout de 8 ans de gestion, vous êtes incapable de réduire l'endettement de la commune, qui affiche aujourd'hui une ardoise record de 134 millions d'euros.»

Damien Guttierrez, ex-FN: «*Les économies que je préconisais dès 2014 n'auraient pas suffi à compenser le manque à gagner actuel pour la ville. Même avec les efforts consentis, je voterai con-*

tre ce budget déséquilibré. Mais j'attends par ailleurs les propositions chiffrées des autres élus de l'opposition...»

Joël Houvet, Debout la France: «*J'ai l'impression d'assister à une pièce de théâtre. Je trouve inqualifiable qu'une partie de l'opposition ait quitté cette salle alors que la situation est très grave. Monsieur le maire, il faut vous mettre devant vos responsabilités. Le gros souci, ce sera 2017: vous serez obligé de démissionner ou alors d'augmenter les impôts...*»